

Jean-Philippe Bainier : « La centrale nucléaire de Tihange est parfaitement sûre »

Par : Madeleine Gullert et René Benden

Dernière mise à jour : 21 juin 2017, 19h11



Une prise de position claire : Jean-Philippe Bainier est un habitué des dossiers controversés. Avant la Belgique et la direction de la centrale nucléaire de Tihange, ce Français était en effet à la tête de la centrale de Fessenheim, à la frontière franco-allemande. Photo : Harald Krömer

TIHANGE. Il doit tout arranger. Depuis trois mois, Jean-Philippe Bainier dirige la centrale nucléaire de Tihange. L'opérateur, Engie-Electrabel, avait annoncé en janvier vouloir y améliorer la culture de la sécurité, ce qui aurait également des conséquences pour le personnel. Jean-Philippe Bainier remplace Johan Hollevoet, qui avait pris la direction de Tihange en 2012.

À l'époque, des fissures avaient été repérées sur les cuves de réacteur de Tihange 2 et Doel 3. L'inquiétude de la population n'a fait que croître depuis dans la région, et avec elle la contestation, en particulier à cause du réacteur situé à seulement 60 kilomètres d'Aix-la-Chapelle à vol d'oiseau. Jean-Philippe Bainier travaille dans le secteur du nucléaire depuis 1983. Il insiste dans cet entretien sur le fait qu'il comprend les inquiétudes des habitants de la région frontalière, tout en l'assurant : Tihange est sûre !

Monsieur Bainier, l'inquiétude des Allemands vous énerve-t-elle vraiment ?

J-P. Bainier : M'énerver, non. Me préoccuper, oui. En France, j'ai dirigé la centrale de Fessenheim pendant quatre ans. Je connais la sensibilité des Allemands vis-à-vis de l'énergie nucléaire. Je la respecte et je la prends au sérieux, cela fait partie intégrante de mon travail dans ce secteur.

En septembre, vous devez remettre à l'AFCN (Agence fédérale de contrôle nucléaire) un rapport complet sur les dernières inspections par ultrasons de la cuve de Tihange 2. Les écologistes craignent que l'on repère des fissures supplémentaires dans le réacteur. Est-ce possible ?

J-P. Bainier : Permettez-moi de préciser un point : il ne s'agit pas de « fissures », c'est un terme qui me laisse perplexe. Il s'agit de flocons d'hydrogène présents dans les parois de la cuve depuis sa production. Cela a été démontré depuis leur découverte en 2012. On en parle aujourd'hui comme d'une nouveauté, alors que la différence ne tient qu'au repositionnement de la caméra. Lors des inspections précédentes, les seuils techniques ne permettaient pas de repérer ces flocons d'hydrogène. Gardez à l'esprit qu'ils ont l'épaisseur d'un cheveu. Mais ils sont présents depuis le début et resteront en place sans s'étendre.

Dans ce cas, pourquoi les écologistes pensent-ils que les fissures pourraient s'élargir ?

J-P. Bainier : Je peux vous assurer que cela ne se produira pas, pour une raison simple : des experts indépendants, nationaux comme internationaux, ont inspecté Tihange 2 et Doel 3 conformément à une méthode co-définie avec les autorités de sûreté, et soutiennent les conclusions du dossier de sûreté que nous avons dû soumettre à l'AFCN avant de pouvoir relancer ces deux réacteurs. Je peux vous assurer d'une chose : notre centrale est sûre, et c'est même l'une des plus sûres en Europe, sinon dans le monde entier.

Vous dites que les fissures s'expliquent par un changement de position des caméras. Pouvez-vous expliquer à des non-spécialistes pourquoi ces flocons apparaissent et disparaissent lors des examens ?

J-P. Bainier : On ne peut pas dire qu'ils apparaissent et disparaissent. Ils sont simplement visibles ou non, en fonction de l'angle de la caméra utilisée pour l'inspection, qui peut être très légèrement différent d'une mesure à l'autre. Quand vous allez chez le médecin pour passer une radio, elle montre certaines choses. À l'examen suivant, si vous refaites une radio mais dans une autre position, c'est le même examen, mais l'image peut être différente. Quand nous constatons la présence d'un « nouveau » flocon d'hydrogène, nous le comptons afin d'obtenir une vue d'ensemble la plus complète possible. Et nous continuons à prendre en compte ceux qui ne sont plus visibles lors des inspections suivantes. Notre méthode de comptage est donc très conservatrice. Les inclusions ne disparaissent pas simplement. De tout petits détails peuvent suffire à changer le résultat de l'inspection par ultrasons, par exemple une différence de température d'un seul degré, car les relevés se font dans l'eau.

Cette méthode est-elle vraiment sûre ?

J-P. Bainier : Le retour d'expérience international montre qu'il s'agit de la meilleure méthode possible. Nous avons sélectionné avec l'AFCN cette méthode sûre et nous ne voulons ni ne pouvons la modifier. J'en reviens à mon exemple médical : on ne peut pas faire un rayon X un jour, un IRM le lendemain, et comparer les deux. Et je le répète, les flocons ne se sont pas étendus. Ceux que nous identifions maintenant n'ont simplement pas été repérés avant pour les raisons évoquées. Du reste, l'important n'est pas le nombre de ces flocons, mais leur taille. En effet, s'ils ne grossissent pas, cela prouve l'hypothèse selon laquelle ils sont apparus lors de la fabrication de la cuve. Si leur taille changeait, cela remettrait tout en question, mais ce n'est justement pas le cas.

Que se passerait-il si les fissures s'étendaient ?

J-P. Bainier : L'AFCN nous interdirait la reprise de l'exploitation. En outre, nous ne relancerions pas les réacteurs s'il y avait le moindre doute. En 2014, lorsqu'il y a eu des résultats inattendus, nous les avons directement arrêtés et avons consultés l'AFCN de notre propre initiative. Mais depuis, nous avons démontré que Tihange est sûre. Les meilleurs experts au monde se sont saisis du dossier et nous l'ont confirmé.

Depuis la découverte des fissures, avez-vous renforcé vos mesures de sécurité ?

J-P. Bainier : La sûreté est toujours au centre lorsque l'on utilise l'énergie nucléaire. Cela fait bientôt 25 ans que je travaille dans ce secteur. Il serait présomptueux de croire qu'on a tout fait et qu'on est les meilleurs. L'orgueil finit toujours par se payer. Nous prenons nos responsabilités très au sérieux et travaillons constamment à l'améliorer encore.

Encore plus depuis la découverte des fissures en 2012 ?

J-P. Bainier : Il y a une problématique technique qui soulève des questions, et nous répondons à ces questions comme à n'importe quelle autre. Nous devons en permanence réexaminer et améliorer la sécurité et investir dans les centrales. C'est un principe fondamental du secteur du nucléaire. Si vous travaillez dans le nucléaire et que vous ne vous préoccupez pas de sécurité, vous n'avez plus qu'à changer de métier.

Le contrôle exercé par l'AFCN a-t-il également évolué ?

J-P. Bainier : L'ensemble des autorités européennes ont relevé leurs exigences et continuent à le faire. Elles subissent elles aussi la pression de l'opinion publique.

Qu'en est-il de l'avenir de Tihange ?

J-P. Bainier : Engie-Electrabel a une certaine vision de l'avenir de la production électrique en Belgique. Dans les discussions sur les centrales nucléaires, on finit souvent par oublier qu'elles ont une utilité : produire de l'électricité. Notre mode de vie moderne est impossible sans électricité. C'est au moins un point sur lequel tout le

monde est d'accord. Reste à savoir comment produire cette électricité. Le climat et les émissions de CO₂ aussi jouent un rôle important dans cette décision.

La population et les décideurs politiques belges doivent choisir la voie à suivre. À notre sens, le nucléaire, en tant que technologie n'émettant pas de CO₂, peut permettre la transition vers davantage d'énergies renouvelables et pour accélérer la décarbonisation de la production électrique. Mais c'est une décision d'ordre politique. L'Allemagne a choisi une autre voie.

La situation est néanmoins telle que l'Allemagne, par une journée sans vent comme aujourd'hui, doit faire appel au charbon et émet bien davantage de CO₂ que la Belgique. Oui, la Belgique pourrait abandonner le nucléaire et acheter de l'électricité ailleurs, mais cela rend dépendant d'autres pays, et cette électricité qu'on achète a aussi émis du CO₂. La transition énergétique demande du temps. C'est pourquoi nous investissons dans Tihange 1 et Doel 1, pour disposer de ce temps. Je trouve cette stratégie très raisonnable.

Vous prolongez l'exploitation de Tihange 1. Est-ce également votre objectif pour Tihange 2, si les responsables politiques l'autorisent ?

J-P. Bainier : Nous nous plierons à la décision politique. Il y a quatre réacteurs qui peuvent très bien être utilisés : Doel 3, Doel 4, Tihange 2 et Tihange 3. Les durées d'exploitation de 40 ans actuellement fixées en Belgique relèvent d'une décision politique et non technique. Rien ne dit que les centrales nucléaires ne peuvent fonctionner que 40 ans. Elles peuvent généralement tourner sans problème pendant 60 ans. Aux États-Unis, on étudie même une durée d'exploitation de 80 ans. Nos réacteurs sont très récents, et nous pouvons produire de l'électricité en toute sécurité. Nous ne sommes pas seuls à nous en assurer, les autorités le font également. Notre secteur est du reste le plus surveillé qui soit. Nous avons un audit par semaine à Tihange, mené par des inspecteurs indépendants.

Et que pensez-vous de l'idée d'un échange d'électricité par le biais d'une interconnexion entre la Belgique et l'Allemagne ?

J-P. Bainier : Il ne me revient pas de commenter. Nous devons nous demander quel degré d'indépendance nous voulons dans l'approvisionnement énergétique de notre pays. Se reposer uniquement sur des interconnexions électriques nous rendrait dépendant et vulnérable. Regardez ce qu'il s'est passé aujourd'hui : pour la Belgique, acheter l'électricité allemande au lieu de produire à l'aide des centrales nucléaires n'a aucun sens. Pour la Belgique, le bilan carbone serait moins bon. Oui, l'Allemagne a de l'éolien, mais pour l'instant le vent ne souffle pas, il n'y a donc pas d'électricité verte. Si je me mets à la place du gouvernement belge et dans l'optique de l'accord de Paris sur le climat, l'électricité allemande fait baisser la performance belge.

Le nucléaire reste donc à vos yeux la meilleure option ?

J-P. Bainier : Non, je recommande un bouquet n'excluant aucune technologie. Engie-Electrabel est le premier producteur d'énergies alternatives en Belgique, et nous misons notamment sur le solaire. Il faut toutefois y réfléchir à deux fois avant de simplement fermer nos centrales nucléaires. Il faut prendre rapidement une décision sur la stratégie énergétique de demain pour la Belgique, afin de pouvoir la planifier au mieux. Et cette décision est également prise par les citoyens lorsqu'ils se rendent aux urnes.

En Allemagne, il n'y aura plus de construction de centrale nucléaire, car l'opinion publique n'y est pas prête. Mais regardez Fessenheim : François Hollande a voulu la fermer lorsqu'il était président, mais elle fonctionne toujours. Et pour cause, à l'autre bout de la ligne électrique, il y a un sèche-cheveux, un ordinateur, une télévision. Engie produit de l'énergie verte, et nous y croyons – mais elle ne suffit pas aujourd'hui. Notre objectif principal, c'est d'être dignes de confiance et sûrs. Car dès que l'on cesse d'être sûr, on stoppe la production. Et ça, c'est sûr.

Dans notre région, il y a une grande inquiétude.

J-P. Bainier : Nous la prenons au sérieux et nous sommes disposés à répondre à toutes les questions. C'est un défi pour nous, et c'est pourquoi nous voulons être toujours plus transparents. Je ne veux pas convaincre les sceptiques, je n'ai pas la fibre politique pour cela, mais j'ai l'obligation d'être transparent – et nous le sommes. Les autorités de sûreté nous l'ont constamment confirmé. C'est pour cela que, par exemple, nous avons fait traduire la page d'accueil d'Engie en allemand. Les habitants de la région nous font confiance, mais c'est aussi parce qu'ils nous connaissent. Il y a plus de 1000 collaborateurs qui vivent ici, avec leur famille, à proximité immédiate de la centrale. S'il y avait vraiment des problèmes, nous habiterions tous dans des bunkers.

Ce n'est pas rare que ceux qui habitent à 50 kilomètres soient plus inquiets que les riverains directs. Ils ont d'ailleurs bien le droit d'avoir des craintes. Je suis prêt à discuter avec les organisateurs des chaînes humaines. Ceux que je dois convaincre de la sûreté des installations, ce sont avant tout les autorités de sûreté belges, puis les responsables politiques belges, et la population belge également. Et il ne faut pas oublier les voisins, il faut être à l'écoute de leurs inquiétudes. Mais je ne trouve pas correct que les gens nous insultent et mentent à notre propos. Il faut un dialogue ouvert et constructif pour combler ce fossé entre la perception que certains ont et la réalité sur place.

Que pensez-vous des chaînes humaines ?

J-P. Bainier : C'est une façon d'exprimer son inquiétude. Nous serons présents. Mais il y aura également des équipes de sécurité pour protéger la centrale. Nous avons toutefois également exprimé notre disponibilité pour rencontrer les organisateurs et échanger avec eux. Nous sommes disposés à dialoguer. Ensuite, chacun est libre d'interpréter nos informations comme il le souhaite, mais au moins les informations reçues sont objectives et fiables.